

Alice de la famille ...
Chez
CDV 51290
350 Chemin du Pré Neuf
38350 La Mure

Le sept du mois de décembre deux-mille-vingt

à l'être qui joue le rôle d'Officier du Ministère Public
près le Tribunal de Police de Bourges

Objet: Collection de contraventions 6355394560 / 6335795543 / 6335896543 / 6335691543

Je suis Alice, l'être vivant qui administre la personne juridique nommée ALICE ... créée par la SOCIÉTÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE (SIREN 100000017).

Je, ai bien reçu les quatre contraventions adressées à ma personne juridique. Or soyez dûment et officiellement informés que les onze et dix-sept du mois de novembre, je circulais en tant que Femme libre qui réserve mon droit de ne pas reconnaître cette entité légale fictive qui d'après vous, vous serait redevable de la somme totale de 540 euros.

Par courriers recommandés n° 1A15752040990 et n° 1A16359400408 vos supérieurs hiérarchiques ont été informés que tout contrat lié précédemment à mon fourgon est nul et non avenu. Il est désenregistré des fichiers de la RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. Le fourgon ..-424-.. n'existe plus et n'est donc pas ma propriété.

Par courrier recommandé n° 1A 185 394 8067 la SOCIÉTÉ RÉPUBLIQUE FRANÇAISE pour qui vous collectez de l'argent a pris acte de ma démarche de sécession. En effet je ne suis plus citoyenne française et vis en Femme libre qui se place sous les droits naturels inaliénables et sacrés dont je dispose sans condition de par ma naissance sur Terre, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration des Droits de l'Homme et la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Je vous rappelle que d'après les textes qui encadrent votre activité au sein de cette administration que vous servez, l'art.1353 du code civil dispose que : «Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver»

Aussi je m'acquitterai volontiers de la dette que vous semblez croire que j'ai envers vous quand vous m'aurez apporté la preuve que je vous suis effectivement redevable de cette somme qui me permet de subvenir à mes besoins ainsi que ces de mes enfants pour une vie décente et digne. Je vous demande de me fournir :

- La preuve que vous avez bien autorité sur moi, Alice, la Femme vivante
- La preuve que vous avez autorité pour bafouer mon droit à la reconnaissance de ma personne juridique tel qu'énoncé dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.
- La copie du contrat qui me lie à votre administration signé par les deux parties, un contrat unilatéral étant irrecevable
- Le copie des écritures comptables de votre administration qui prouve les pertes réelles que vous réclamez d'un total de 540 euros

- La preuve légale que le Code la Route et le Code de Santé publique prévalent sur la Constitution Française à laquelle vous répondez et qui reconnaît la Déclaration des Droits de l'Homme.
- La preuve que l'être humain à l'intérieur de l'uniforme 00215502 a bien cherché à connaître les motifs de mon déplacement et si je pouvais le prouver, puisque j'atteste sur l'honneur et devant témoins que nul agent ne m'a adressé la parole en ce jour du onze du mois de novembre.
- La preuve que j'étais bien en dehors de mon lieu de résidence en date du dix-sept du mois de novembre sachant que l'être humain à l'intérieur de l'uniforme 00320637 m'a interpellée au volant de mon fourgon qui est mon domicile.
- La preuve scientifique avérée que le port du masque est nécessaire à l'intérieur de mon fourgon puisqu'à l'heure de la contravention j'étais au volant.
- La preuve scientifique et démographique qu'il existe bien une épidémie à ce jour.
- La copie de la ou les plaintes des victimes à qui j'aurais porté préjudice

Un défaut de réponse expresse adressé à Je, la Femme, Alice de la famille ..., dans un délai de 10 jours à compter de la réception de ce courrier par un courrier comportant un nom et un prénom, signé de votre main, me fournissant les informations demandées, constituera un accord de votre part dont voici les conditions générales :

- vous, l'officier du ministère public, ou tout autre entité juridique fictive, n'avez aucune autorité sur moi, Être libre de chair et de sang,
- vous reconnaissez le caractère illégitime de cette tentative d'extorsion que vous suspendez.
- Vous vous rendez coupable de racket en faisant suite à ces contraventions qui prétendent me priver du moyen de subvenir à mes besoins fondamentaux
- Vous vous rendez coupable et complice de violation de mes droits inaliénables et sacrés de liberté, de propriété, de libre circulation, de disposer de mon corps.

Gratitude pour votre attention cher être vivant,

J'en appelle à votre lucidité et votre discernement pour ne pas vous mettre en déshonneur en empêchant le chemin de Vie que j'emprunte par Amour.

Bien coeordialement,

Alice, la Femme qui administre la personne juridique
Nommée ALICE ...